

BUDGET 2026

"IMPÔT UNIVERSEL CIBLÉ" : L'ABSTENTION DU PS LORS DU REJET D'UN AMENDEMENT CRITIQUÉE PAR LFI

ACTUALITÉ

Pour voir cette vidéo, vous devez préalablement accepter les cookies "Vidéo".

PARTAGER

par **Maxence Kagni**, le Samedi 25 octobre 2025 à 08:10, mis à jour le Samedi 25 octobre 2025 à 08:30

Lors des débats sur le projet de budget 2026 à l'Assemblée nationale, un amendement d'Eric Coquerel (La France insoumise) qui proposait de créer un "*impôt universel ciblé*", a été rejeté de justesse dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 octobre. Les insoumis reprochent aux socialistes de s'être abstenus lors du vote, ceux-ci estimant en substance que l'amendement était inopérant.

Les députés ont **rejeté**, dans la nuit de vendredi 24 à samedi 25 octobre, l'**amendement d'Eric Coquerel** (La France insoumise) qui proposait de "*développer en France un principe d'**impôt universel ciblé**, notamment sur les paradis fiscaux*" (131 pour, 132 contre). Lors du scrutin, 45 députés socialistes sur 47 se sont abstenus (les deux autres ayant voté pour), ce qui a provoqué la **colère des élus insoumis**.

"Regret que l'amendement (...) que je porte depuis deux ans (...) échoue à une voix près à cause de l'abstention de tout le groupe socialiste !", a écrit le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, sur le réseau social X . Le dispositif du président de la commission des finances avait pour objectif affiché d'**éviter l'évasion fiscale**. Il prévoyait que les personnes les plus fortunées ayant quitté la France pour un pays à fiscalité avantageuse soient soumis à l'impôt sur le revenu français même si leurs revenus provenaient d'un pays étranger.

This content is blocked because Twitter media cookies have not been accepted.

ONLY ACCEPT TWITTER MEDIA COOKIES

[Accept All Cookies](#)

L'impôt universel ciblé n'aurait touché que les personnes qui ont résidé au moins trois ans en France sur les dix dernières années précédant leur départ dans un pays à fiscalité avantageuse et qui ont **au moins 230 000 euros annuels de revenus**. "*Les socialistes laissent donc les Français qui gagnent plus de 19 000 euros par mois partir à l'étranger pour éviter de contribuer à la solidarité nationale*", a dénoncé sur X la présidente des députés LFI, **Mathilde Panot**.

"Qu'est-ce que le PS a négocié avec le gouvernement pour qu'il renonce à cette mesure de lutte contre l'exil fiscal ?", a pour sa part demandé **Nathalie Oziol** (LFI) sur le même réseau social . Une allusion aux réunions entre certains dirigeants de gauche et du bloc central afin d'essayer de trouver un "*compromis*" sur le budget 2026. Ces réunions ont également été critiquées dans la soirée par le député Rassemblement national **Jean-Philippe Tanguy**, qui a fustigé des "*négociations de fond de couloir, derrière un rideau*".

This content is blocked because Twitter media cookies have not been accepted.

ONLY ACCEPT TWITTER MEDIA COOKIES

[Accept All Cookies](#)

PHILIPPE BRUN RÉPOND À ERIC COQUEREL

Le député socialiste **Philippe Brun** a répondu sur X aux nombreuses critiques émanant des rangs insoumis en **remettant en cause la qualité de l'amendement** d'Eric Coquerel : "***Il propose d'exclure de l'impôt universel 121 pays dont tous les paradis fiscaux Panama, Andorre, Monaco, le Luxembourg, les Îles Vierges. Il ne s'applique qu'à quelques pays africains... où il n'y a pas d'exil fiscal !***"

Une analyse proche de celle du rapporteur général du projet de loi de finances, **Philippe Juvin** (Droite républicaine), qui a expliqué lors des débats que, selon lui, le dispositif d'Eric Coquerel aurait "***une portée extrêmement limitée puisque la France possède des conventions fiscales qui fonctionnent avec la plupart des pays à fiscalité avantageuse***".

Philippe Brun ajoute que les socialistes se sont abstenus sur cet **amendement "écrit avec les pieds"** dès l'étape de la commission. Répondant une nouvelle fois à Eric Coquerel , qui lui avait rétorqué que les socialistes votaient en faveur du dispositif "*depuis deux ans*", l'élu socialiste a indiqué qu'il y était pour sa part déjà opposé l'année dernière et a jugé "***honteux et indigne***" l'attitude du président de la commission des finances, auquel il reproche de "***lancer une cabale***" contre les élus socialistes.

This content is blocked because Twitter media cookies have not been accepted.

ONLY ACCEPT TWITTER MEDIA COOKIES

[Accept All Cookies](#)



CONTRIBUTION DIFFÉRENTIELLE SUR LES HAUTS REVENUS : LE DISPOSITIF PROLONGÉ JUSQU'À UN DÉFICIT SOUS LES 3%

samedi 25 octobre 2025

LE FIL INFO ASSEMBLÉE

Budget : "2026 ne peut pas être une année de perdue pour la France", déclare Sébastien Lecornu

Budget : à l'Assemblée, l'heure est à la "mobilisation générale" pour la bataille budgétaire dans l'hémicycle

LES PLUS VUS

- 1

ACTUALITÉ

PENSIONS DE RETRAITE : LES DÉPUTÉS RÉTABLISSENT EN COMMISSION L'ABATTEMENT DE 10%
- 2

ACTUALITÉ

NON-CONSENTEMENT DANS LA DÉFINITION PÉNALE DU VIOL : APRÈS LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE, LE TEXTE EN PASSE D'ÊTRE DÉFINITIVEMENT ADOPTÉ
- 3

ACTUALITÉ

VAPOTAGE : EN COMMISSION, LES DÉPUTÉS SUPPRIMENT LA TAXE PRÉVUE PAR LE GOUVERNEMENT

À LA UNE



ACTUALITÉ CONTRIBUTION DIFFÉRENTIELLE SUR LES HAUTS REVENUS : LE DISPOSITIF PROLONGÉ JUSQU'À UN DÉFICIT SOUS LES 3%



ACTUALITÉ BUDGET 2026 : VERS UN COMPROMIS ENTRE LE BLOC CENTRAL ET LE PARTI SOCIALISTE ?



ACTUALITÉ "IMPÔT UNIVERSEL CIBLÉ" : L'ABSTENTION DU PS LORS DU REJET D'UN AMENDEMENT CRITIQUÉE PAR LFI



REPLAY DOCUMENTAIRE - DOCUMENTAIRE QATAR UNE DYNASTIE À LA CONQUÊTE DU MONDE

PREMIÈRE SÉANCE

LA NEWSLETTER DE LCP-ASSEMBLÉE NATIONALE

Chaque lundi à 10h30, découvrez l'agenda parlementaire, les dernières infos de la rédaction, ainsi que les replays de nos programmes.

Votre adresse e-mail...

☐ J'accepte de recevoir vos e-mails.
Vous pourrez vous désinscrire à tout moment

☐ Je ne suis pas un robot

Les Conditions d'utilisation de reCAPTCHA vo [Prendre des mesures](#)

reCAPTCHA Confidentialité - Conditions

S'INSCRIRE

- CONTACT
- MENTIONS LÉGALES
- DONNÉES PERSONNELLES
- VIDÉOTHÈQUE CONNEXION
- PLAN DU SITE
- ARCHIVES
- COOKIES

LE SITE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Suivez-nous

Nous déposons des cookies sur votre appareil. Ce sont des cookies fonctionnels qui permettent une utilisation optimale du site : cookies associés aux performances, aux statistiques de consultation et aux réseaux sociaux. Si vous choisissez "Tout accepter", vous consentez à l'utilisation de tous les cookies. Vous pouvez accepter ou refuser tous types de cookies et modifier votre choix à tout moment en retournant dans les "Paramètres"

Politique de confidentialité & Documentation cookies